

Jacques INREP

Soldat, peut-être...

tortionnaire, jamais !

Edition **S** *cripta*

*A mon père :
René I N R E P.*

PREFACE

Le titre du livre de Jacques Inrep définit assez bien le personnage. Il n'est pas ce qu'on appelait dans ma jeunesse lointaine un « pacifiste bêlant ». Il a fait 29 mois de service militaire, dont 15 mois d'Algérie, du 7-5-1960 au 17-8-1961. De Gaulle régnait, qu'un putsch en avril 1961 tenta de renverser, le principe de l'autodétermination avait été proclamé par le président de la République le 16 septembre 1959, mais sur le terrain il n'y avait pas encore de grande transformation dans les rapports entre Français et ceux qu'on appelait encore les Français musulmans d'Algérie, les F.M.A. Assurément, n'importe quel observateur un peu lucide savait que l'Algérie marchait vers l'indépendance, cette indépendance qui avait été concédée, non sans mal, à la Tunisie et au Maroc, d'où le titre qui figura sur le livre de Georges Bidault, ancien président du Conseil National de la Résistance (C.N.R.) et chevalier de la lutte de la Croix contre le Croissant, « Algérie, oiseau aux ailes coupées ».

Il y a sur la guerre d'Algérie des centaines de témoignages, des documents par dizaines de milliers, dont beaucoup sont accessibles au SHAT (Service historique de l'armée de terre). Il y a aussi de nombreux livres d'histoire. Chacun peut consulter dans une bonne bibliothèque les travaux de Hartmut Elsenhans, Gilbert Meynier, Mohammed Harbi, Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault. Que demander de plus ?¹

Jacques Inrep m'a demandé de préfacer son récit, *Soldat, peut-être... tortionnaire, jamais !*, que j'ai lu successivement en tapuscrit et dans une édition provisoire dont l'achevé d'imprimer est du

¹ Pour une bibliographie récente, voir Mohammed Harbi, Benjamin Stora : *La Guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie* – Editions Robert Laffont.

14 avril 2003. Cette préface essaiera de dire d'abord le comment et le pourquoi de ma rencontre avec Jacques Inrep, d'expliquer ensuite ce que son livre apporte de neuf.

C'est le fait des périodes de crise que de mettre en présence des hommes qui n'étaient a priori pas destinés à se rencontrer. Je suis un vieux professeur retraité, spécialisé dans l'histoire grecque ancienne et qu'une cascade de hasards a conduit à s'intéresser de près à la responsabilité de l'état français dans la pratique de la torture pendant la guerre d'Algérie. Jacques Inrep est aujourd'hui psychanalyste, mais quand débute son récit, il n'a pas, en dépit d'un Q.I. élevé, d'autre diplôme que le certificat d'études primaires. On pourrait même dire que c'est la guerre d'Algérie qui lui a, en quelque sorte, servi de sage-femme pour reprendre une comparaison que faisait, selon Platon, Socrate. Je ne tenterai pas de faire un portrait de Jacques, son livre est lui-même un excellent auto-portrait. C'est un bon vivant, aimant les femmes et aimé d'elles, fils d'un père communiste fidèle à l'expérience de la Résistance, aimé de sa mère, de son frère et de sa sœur. Il déteste l'armée et se montre un rebelle dès le début de son long service militaire. Il écrit dans le style de Coluche, très oral, avec un goût particulier pour le qualificatif d' "enfoiré". Et pourtant il lui arrive de prendre un ton grave, lorsque son récit le mérite.

J'avais été informé de la pratique de la torture en Algérie, pratique quotidienne et non bavure exceptionnelle, par des témoins directs, et singulièrement par mon vieil ami Robert Bonnaud, un de ceux qui m'avaient sauvé la vie le 15 mai 1944, lorsque les sbires de la Gestapo, après avoir arrêté mes parents, à Marseille, cherchaient à s'emparer de leurs enfants.

Bonnaud, à ma demande, avait écrit un témoignage auquel, dans ma candeur, son titre d'agrégé d'histoire, donnait à mes yeux, un poids particulier, publié dans Esprit en avril 1957. C'était un témoignage signé par un homme vivant et responsable, prêt à assumer ce qu'il avait écrit, au besoin devant un tribunal. Il n'y eut point de tribunal, et si 1957 fut, après 1956, l'avancée du grand mensonge, l'avancée où la vérité perça l'armure du mensonge qu'entretenaient les pouvoirs publics, ce ne fut pas, comme je l'espérais naïvement, le moment où la Vérité l'emporta triomphalement. Chacun peut constater

en lisant la presse de l'époque, qu'il ne travestit rien. Il y avait certes ces insupportables hebdomadaires de gauche, France Observateur, l'Express, Témoignage chrétien, Réforme. Il y avait la presse communiste, mais elle ne prêchait guère qu'à des convaincus, puisque nous sommes aussi au temps où André Stil écrivait dans l'Humanité : Budapest recommence à sourire...

En février 1958, Jérôme Lindon publia *La Question* d'Henri Alleg qui fit l'objet d'une saisie après sept semaines de diffusion triomphale. Après la saisie, Témoignages et documents réimprime le livre et en diffuse 90.000 exemplaires. En mai 1958 était oublié mon petit livre *L'affaire Audin* qui devait beaucoup à Jérôme Lindon qui n'en était pas seulement l'éditeur, comme directeur des Editions de Minuit, mais le co-auteur.

Le général De Gaulle s'empare du pouvoir à la faveur de l'émeute du 13 mai 1958, et, s'il trahit ceux qui l'avaient hissé sur le pavois, ce n'est pas sans avoir longuement, plus longuement que ses prédécesseurs, fait la guerre en Algérie avec le risque de briser une partie de l'élite algérienne.

Le changement de gouvernement entraîne nombre de modifications dans l'appareil d'état. Nombre de hauts fonctionnaires seront mutés, voire révoqués ou contraints au départ.

J'entrai en contact avec certains d'entre eux, ainsi Jean Mairey, ancien commissaire de la République et plus récemment directeur de la sûreté nationale, Paul Teitgen, ancien secrétaire général de la préfecture d'Alger, Robert Delavignette, gouverneur général de la France d'Outre-mer, membre démissionnaire de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuelles créée par Guy Mollet en mai 1957. Ils m'ouvrirent généreusement leurs archives ce qui me permit d'établir l'écrasante responsabilité du dernier gouvernement de la IV^e République; il était possible de le démontrer sans le moindre doute, et de juxtaposer ce qui était dit officiellement et ce que démontraient les textes dans le secret des dossiers.

Cela dit la V^e République gardait mieux ses secrets que sa défunte sœur, et, par ailleurs, il me manquait les documents du terrain,

ce que disaient et savaient les colonels des régiments qui « pacifiaient » l'Algérie.

C'est là que Jacques Inrep vint sans le savoir à mon secours. Sachant ce qu'il faisait et ce qu'il risquait, il photographia une partie des archives de Batna dans l'Aurès, et rapporta ces documents quand la « quille » fut venue. Il monta à Paris, se rendit au siège de France Observateur, demanda à voir Claude Bourdet et fut reçu par Gilles Martinet à qui il remit ses pellicules.

Est-ce en décembre 1961 ou au début de 1962, je ne le sais plus, mais Martinet me fit venir et ce n'était pas pour polémiquer, comme cela nous arrivait, mais pour me remettre ces rouleaux. Je les fis développer et tirer par un photographe sûr et je découvris des trésors.

Je n'en mentionnerai que trois: Pierre Messmer, ministre des armées, s'était inquiété non sans d'excellentes raisons du nombre de « fellaghas » qui étaient tués au cours d'une « tentative de fuite ». C'est ce qu'on appelait, sur place, la « corvée de bois ». Il avait rédigé le 18 juillet 1960 une instruction interdisant formellement cette pratique. Mais veilla-t-il à sa transmission ? Il était possible d'établir que le général Crépin, alors commandant en chef la mit sous le coude, et qu'il fallut attendre le général Gambiez, pour qu'elle parvienne, le 11 avril 1961 au secteur de Batna.

Sur place le colonel Renoult, commandant le secteur avait pris les devants, en ordonnant par circulaire du 14 août 1960, un mois avant la proclamation du droit à « l'autodétermination », la « destruction physique » des membres de l'Organisation Politico Administrative (O.P.A.) du F.L.N. sur les lieux mêmes de leur action.

Plus étonnant était encore le rapport du lieutenant Chesnais qui était l'adjoint du chef de Jacques Inrep. Au moment de l'interruption des opérations offensives (20 mai 1961), ce personnage avait senti chez ses harkis un mouvement d'inquiétude. N'allaient-ils pas désertier pour sauver leur peau ? Pour les maintenir, si j'ose dire, dans le droit chemin, il les autorisa à tuer leurs prisonniers. L'histoire ne dit pas quel fut ensuite leur destin.

Je publiai donc ces documents, et quelques autres, dans mon livre *La Raison d'état* qui sortit des presses le 18 avril 1962.² Le compte rendu le plus détaillé fut publié par Tribune socialiste, organe du P.S.U. Il était anonyme mais je sus tout de suite qu'il était l'œuvre de Raymond Lindon, avocat général à la cour de cassation, proche ami de mon père et père de mon ami Jérôme Lindon.

Cet article tomba sous les yeux de Jacques Inrep qui conclut que ses pellicules avaient fait leur chemin, et c'est ainsi que nos propres chemins se rencontrèrent. Ils ne se sont plus séparés depuis.

Les documents dérobés par Jacques Inrep sont une source pour l'histoire puisque à ma connaissance, ils ne se trouvent pas dans les archives conservées à Vincennes du Service historique de l'armée de terre.

Puisse son livre trouver les lecteurs qu'il mérite. Ils ne s'ennuieront pas.

Pierre Vidal Naquet

² Il a été réimprimé avec une préface inédite aux Editions La Découverte en 2002.

PREMIERE PARTIE

AVANT LA GUERRE

J'avais quinze ans et demi lorsque l'insurrection algérienne débuta. Six mois plus tard, je quittais l'école avec pour tout bagage mon certificat d'études primaires. En troisième, une terrible fracture de la clavicule, due à une chute lors d'une course cycliste, m'avait empêché de passer mon B.E.P.C. Je trouvai rapidement du travail, un simple emploi de bureau à la préfecture de l'Orne.

Quatre longues années à attendre le service militaire ! Au début, la guerre d'Algérie n'était pas très présente dans mes pensées, puis peu à peu, elle allait m'envahir. Comme tous les garçons de mon âge, j'allais m'efforcer de croire à sa fin avant mon incorporation. Faux espoir. Pour notre génération, il allait s'agir d'une longue attente, de mois en mois, de départ de classe en départ de classe, d'année en année. Avant d'entrer sous les drapeaux, cette guerre bouffait déjà notre vie ! Pourtant, nous continuions à vivre, à travailler, à aimer.

A dix-sept ans, je tombai amoureux d'une jolie brune. Mais de dispute en dispute... elle cassa. Premier chagrin d'amour. Toutefois, la plaie cicatrisée, je me disais : *Ce sera mieux pour toi si tu dois partir en Algérie !*

Deux ans plus tard, l'échéance se rapprochant, j'y songeais de plus en plus. Je voulais me faire une opinion. J'entrepris alors de lire systématiquement nombre de journaux et de revues pour m'informer. *Témoignage chrétien*, *L'Express*, *France Observateur*, *Les Temps Modernes* et *Esprit* furent mes compagnons de route pendant de nombreux mois.

Les “événements” d'Algérie s'avéraient être une guerre coloniale. La belle affaire ! Je le savais déjà. Par contre, je découvris que l'armée française était loin de se comporter d'une manière honorable. J'étais, à cette époque, extrêmement naïf. Par exemple, je pensais que les guerriers tireraient les leçons de la barbarie nazie et, désormais, se comporteraient comme des gentlemen ! Dans ces articles, il était fréquemment question de tortures. Extrêmement choqué par cette révélation, je mis pourtant ces tortures sur le compte de quelques sadiques et je crus qu'il s'agissait de simples bavures. Ces témoignages me bouleversèrent. Des Français, mes compatriotes, torturant d'autres hommes, mêmes rebelles, je n'osais pas y croire. Nous étions en démocratie et les militaires français emploieraient des méthodes fascistes, était-ce possible ?

Ma réflexion s'arrêta à ce niveau d'écœurement, car, pour les jeunes de ma génération, la presse ne proposait aucune solution. Ces condamnations, la plupart du temps signées par des intellectuels, ne dépassaient pas le stade individuel. Rien de collectif. Aucun réseau de soutien à l'insoumission par exemple. Je suis très amer lorsque je songe à cette période de mon existence. Nous étions seuls et la génération précédente, celle des résistants, nous laissait dans la merde la plus totale. La gauche et les syndicats ont failli à leurs devoirs. Ils auraient dû, dès le début, s'opposer par tous les moyens à cette putain de guerre. Organiser des réseaux d'entraide, renseigner les jeunes soldats sur leurs droits, mettre en place des filières de fuite vers l'étranger. Que sais-je encore ? Rien n'a été fait. On nous a laissés seuls dans notre solitude mortifère.

Je ne tiens pas à régler des comptes ici. Je sais. J'ai appris par la suite, que des petits groupes courageux avaient tenté de remédier à la faillite de la gauche. Je sais également que des milliers (?) de mes camarades appelés prirent la fuite vers le Canada, l'Italie ou la Suisse. Mais chaque cas ressemblait à un choix individuel et le collectif était absent de ces différentes trajectoires.

Devant l'urgence de la situation, une question s'imposait : "J'y vais ? J'y vais pas ?" Pas facile à dix-neuf ans de faire un choix de cette nature. Terrible réflexion. Peser le pour et le contre. *Si je choisis l'insoumission ? Oui, mais... il me faudra partir à l'étranger. Je n'y connais personne. Comment y vivre ? De quel métier ?...*

Je ne connaissais aucune filière organisant ce genre de voyage, ignorant jusqu'à la possibilité de leur existence. Pourtant, il y avait une lueur d'espoir. A l'Ecole Normale, mon frère avait pour compagnon de classe un Tunisien, Ali. Un hasard me le fit rencontrer au café de la Renaissance et autour d'un café, il me proposa de fuir en Tunisie, via Rome. Là-bas, son père, riche propriétaire terrien, pourrait m'employer sur son domaine.

Je le remerciai, tout en lui signifiant que je n'y connaissais rien en agriculture et en songeant qu'il en faisait un peu trop.

« Ce n'est rien, tu apprendras. Tu verras, tu auras une vie de roi ! »

J'ai traversé cette période de mon existence dans une extrême solitude. Je ne trouvais aucun interlocuteur. J'avais essayé de sonder les garçons de mon âge. Ils étaient tous d'accord pour participer à cette guerre. L'idée de partir en Algérie ne les remplissait pas de joie, loin de là, mais aucun ne se posait, comme moi, un tel problème de conscience. Aucun n'envisageait un seul instant d'être insoumis, c'était désespérant. J'étais seul, dans mon coin, à ruminer cette foutue question : "Y aller ? Ne pas y aller ?" Je ne pouvais pas envisager de discuter de cela avec mon père ou avec mon frère, ils étaient hélas beaucoup trop proches et leur avis aurait été faussé par leur affection pour moi. Le seul avec qui j'avais pu parler de mes doutes n'était pas un ami, même si je le trouvais sympathique... et en plus, "il était arabe" ! L'absence dramatique de réseau de soutien aux insoumis se faisait cruellement sentir. Je finis par croire que ce choix de l'insoumission était réservé aux intellectuels. J'en étais donc exclu ; j'avais raté mes études.

Pour tenter d'éclaircir ma position, en désespoir de cause, je rendis visite à monsieur G, un ami de mon père. Je savais qu'il avait toujours sa carte au parti communiste, alors que mon père en avait été exclu quelques années auparavant. Je lui exposai mon cas de conscience, ma difficulté à trancher. "Les Algériens ne m'ont rien fait à moi. Pourquoi j'irais leur foutre sur la gueule ?" Nous discutâmes longuement. Monsieur G posait la question, non pas comme un problème de conscience, mais plutôt en termes de stratégie. Il finit par

me dire que de toute façon, en dernier recours, le choix m'appartiendrait. Puisque je lui avais demandé son avis, il allait me le donner : "En tant que militant communiste, il fallait être là où le peuple était ! Donc en Algérie." Il admettait que ce n'était pas très réjouissant, mais il fallait coller à la réalité et celle-ci faisait que tous les jeunes de mon âge partaient. Ma présence là-bas, ainsi que celle de nombreux militants communistes, pouvait également empêcher une dérive fasciste de l'armée. La mort dans l'âme, je me laissai convaincre par ces deux arguments. C'est ainsi que je décidai de partir pour mon service militaire sur les conseils d'un militant du P.C.F. ! Quatre décennies ont passé depuis cet entretien avec monsieur G*. Aujourd'hui, je me doute bien qu'à un niveau au moins inconscient, le jeune homme que je fus se décida aussi avec le désir de ne pas passer pour un lâche. Une fois ma décision prise, je me jurai que je resterais un honnête homme, quoi qu'il arrivât.

Trois jours à Guingamp pour passer les épreuves sélectives du service armé !... Il n'y aurait pas lieu d'en parler, mais hélas, c'est là que mes ennuis avec l'armée commencèrent. Pourtant j'étais venu sans a priori. A partir du moment où j'avais choisi de faire mon service militaire, il n'y avait aucune raison de traîner les pieds. Je venais donc au centre de sélection sans état d'âme.

Je passai sans vraiment réfléchir les différents examens médicaux et tests psychologiques. Je n'en faisais ni plus, ni moins, me contentant de répondre aux questions que l'on me posait. Au début de l'après-midi du deuxième jour, des gradés nous annoncèrent que la sélection était terminée. Nous pouvions partir. Toutefois, certains appelés devaient rester pour un test complémentaire. Je fus surpris d'entendre mon nom. Nous nous retrouvâmes une petite quarantaine pour cette épreuve supplémentaire. En attendant le début de ce supplément d'examen, le carré des quarante fit connaissance. A ma grande honte, je m'aperçus que mes compagnons étaient tous instituteurs, ingénieurs, agrégés d'histoire ou de philo... tous sursitaires ! Avec mon certificat d'études, je me fis tout petit.

On nous distribua les tests. Il s'agissait de plusieurs dizaines de phrases écrites par des philosophes... dont certains m'étaient inconnus. Un sous-officier nous expliqua : « L'exercice est simple, si deux phrases vous semblent dire approximativement la même chose, vous devez les relier. Vous avez une demi-heure ! ». Pas très futé, mais

conscientieux, je me mettais illico à la tâche. Certaines phrases, pour moi, étaient à la limite du compréhensible. Malgré cela, je terminai pile à l'heure. La suite fut assez inattendue. Après une attente relativement courte, un sous-officier revint et demanda lequel d'entre nous s'appelait Inrep. Interloqué, je m'avançai. Il me fit signe de le suivre.

Légèrement inquiet, je lui demandai si j'avais fait quelque chose de mal, s'il y avait un problème, si j'avais commis quelque erreur. Il me répondit que tout allait bien et me rassura, nous allions à l'état-major où j'allais rencontrer le psychologue. Le psychologue ? Profession non répertoriée dans mes connaissances. En cherchant bien, je me dis mentalement : *cet "art" doit faire partie de la philosophie.* J'ignorais donc à cette époque la réalité de la profession de psychologue. J'étais loin de me douter que j'allais le devenir quelques années plus tard.

Seul à être vêtu en civil, l'homme qui me reçut me parut sympathique. Je fus surpris par sa manière de procéder. Il discuta, d'abord, longuement avec moi. Discussion à bâtons rompus. Mon travail. Mes études. Mon échec scolaire. Pourquoi ? Mes projets d'avenir. Mes centres d'intérêt. La littérature. Le cinéma. Le jazz. Puis il me demanda si j'acceptais de passer un test de niveau. Il m'expliqua : « Ce test servira à mesurer votre Q.I., votre intelligence quoi ! » Volontiers. Je ne risquais pas grand-chose. Je ne voyais aucun mal à ça et me soumis, décontracté, à ses questions. L'épreuve terminée, il me demanda d'attendre et passa dans un bureau contigu. Il en revint un peu plus tard avec un drôle d'air et me demanda si je n'avais vraiment que le certificat d'études primaires comme diplôme. Je lui répondis par l'affirmative. J'avais fait des études jusqu'en troisième, mais je n'avais que le certif°. Alors, il m'avoua qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas dans mes résultats. Il y avait un trop grand écart entre mon Q.I. et mon unique diplôme ! Il me cita un chiffre. Beaucoup plus tard, j'en apprendrais la signification en fac de psycho. Intelligence normale supérieure. Il me dit alors :

- Vous devriez au moins avoir votre bac et pourquoi pas, avoir entamé des études à l'université.
- Tout ça, c'est bien gentil, mais j'ai tout de même raté mon BEPC et je ne vois pas comment me sortir de ce mauvais pas !

- Pourquoi ne pas passer votre bac à l'armée ? Après, votre avenir sera plus clair, vous pourrez choisir votre métier en fonction de vos désirs.

Affolé à l'idée de me confronter de nouveau à un examen, je lui répondis timidement que j'allais réfléchir à sa proposition. Je sortis de son bureau en me disant que ce type était complètement fou. Je le retenais celui-là, me parler du bac alors que j'avais raté mon BEPC et que je m'apprêtais à partir à la guerre !

En attendant, on m'avait dit de m'asseoir dans un couloir, le colonel allait me recevoir. Sagement, j'attendis. Des soldats allaient, venaient... Je ne fus pas sans remarquer que certains me regardaient d'un drôle d'air, comme si j'arrivais d'une autre planète ou comme si j'avais été un animal curieux. Bizarre. Tous les prétextes semblaient bons pour venir m'examiner de près. Je ne comprenais rien à leur manège. Enfin, l'un deux, plus hardi, entama la conversation en me demandant si j'étais heureux d'avoir décroché le pompon.

- Quel pompon ?
- Ben ! la timbale ! Tu as décroché le gros lot. Quoi !

Décidément ces militaires étaient bien étranges, même les appelés. Je ne comprenais rien à ce qu'ils me racontaient. Devant mon air ahuri, le troufion m'affranchit :

- Ben, quoi !... c'est toi qui as obtenu la meilleure note aux tests, c'est pour ça que le colon va te recevoir.

Je reçus cette information avec indifférence. Ni chaud ! Ni froid ! Oui, et alors ? J'avais bien réussi aux tests, mais cela ne voulait rien dire. Juste un coup de bol ! Surtout, je ne voyais pas quels bénéfices je pouvais tirer de tout cela dans l'immédiat. Mais d'autres faisaient déjà des projets à ma place.

Je fus introduit auprès du colonel qui me félicita. En gros, il me tint un discours identique à celui du psychologue, y ajoutant un peu de piment militaire. Mon avenir était tout tracé : j'allais faire les E.O.R.¹, ensuite je passerais mon bac. Enfin, je pourrais devenir officier de carrière... et, pourquoi pas, être assis un jour à sa place. Mon avenir s'accélérait brusquement. S'ensuivit la Défense de la France, de la culture et des valeurs chrétiennes de l'Occident. Bouche bée, j'écoutais ce discours patriotique. Il me semblait bien gentil ce brave homme,

¹ E.O.R. : élèves officiers de réserve.

alors, par timidité, j'acquiesçai à toutes ses demandes. J'étais loin de me douter que ce quiproquo serait à l'origine de tous mes ennuis ultérieurs avec la hiérarchie militaire. En sortant, je le saluai en lui donnant du “Au revoir, monsieur!”. Il rectifia en me disant qu'à l'armée, on devait dire “Au revoir, mon colonel”.